

domaine de la haute culture, il faut admettre qu'un groupe encore plus important de Canadiens croient fermement qu'on devrait les orienter dans leur domaine particulier de culture populaire, la formation sportive. Le gouvernement a fait entendre, je crois, qu'il allait s'occuper de ce problème, puisqu'il en a fait mention dans le discours du trône. Nous aimerions savoir jusqu'où il va aller et quels sont, d'après lui, les besoins les plus pressants.

En dernier lieu, j'aimerais aborder une question de portée très générale qui m'est venue à l'esprit en écoutant le député de Simcoe-Est, médecin par profession, qui nous a servi sinon une jérémiade, du moins un plaidoyer en faveur du médecin non spécialisé. Au cours des quelques entretiens que j'ai eus récemment avec des groupes de médecins, j'ai pu constater que le chirurgien ou celui qui pratique une autre spécialité voit l'assurance médicale d'un tout autre œil que le médecin de médecine générale. Ce dernier semble tout particulièrement opposé à ce que l'État se mêle un tant soit peu de l'assurance médicale. J'aimerais faire connaître aux députés l'un des articles les plus amusants que j'aie lus au sujet des médecins. Publié dans la livraison de novembre 1960 de l'*American Journal of Sociology*, il s'intitule «Les médecins et la politique» et est l'œuvre de M. William A. Glaser. On y trouve un certain nombre de termes appartenant au jargon sociologique, mais il me semble bien analyser la profession médicale. J'en cite un extrait:

Le médecin est un homme très spécialisé qui, au moyen d'un ensemble codifié de connaissances pratiques et techniques, résout avec certitude des problèmes compliqués et peut très souvent démontrer le succès de son effort. L'homme politique a recours aux connaissances empiriques et à ses relations pour favoriser et adapter les demandes de groupes qui se font concurrence, et les solutions qu'il propose ne sont jamais pourvues d'un caractère de permanence. Il peut rarement montrer qu'elles sont tout à fait heureuses. Voyant les choses du haut de leurs réalisations et de leurs récompenses...

Il veut simplement dire que les médecins font plus d'argent que la plupart des gens et qu'on les tient en haute considération.

...bien des médecins considèrent peut-être les groupes d'hommes politiques et d'autres hommes influents comme des ineptes et des gens inférieurs. Les revues médicales publient parfois des harangues contre les hommes politiques. Au cours de deux relevés qu'on a effectués, des médecins et des étudiants en médecine ont décrit les hommes politiques comme des gens qui leur sont inférieurs par l'intelligence, le sens moral et la dignité. Le rédacteur d'une revue médicale très en vue résume une opinion qui est sans doute très répandue parmi les membres de la profession médicale quand il déclare:

«Le dilemme auquel le médecin fait face aujourd'hui provient de ce que la politique est une profession qui oblige ses membres à se salir les mains,

[M. Fisher.]

tandis que la médecine en est une qui les oblige à se les garder propres. L'art de guérir et celui des campagnes politiques ne font pas bon ménage.

En fait, ceux qui exhortent les médecins à exercer des pressions en tant que groupe sont peut-être d'avis qu'une bonne fin justifie un moyen discutable, doctrine qui est condamnée par les philosophes depuis l'époque d'Hippocrate et est rejetée par la plupart des médecins de nos jours dans leur vie privée et professionnelle.»

Pour toutes ces raisons, le médecin moyen ne participe pas tellement aux campagnes d'ordinaire, et il n'est ni capable ni disposé à s'occuper de politique tout le long de l'année, ce qui est nécessaire pour exercer une grande influence politique.

Cette analyse de la profession médicale et de l'attitude du médecin envers la politique me semble particulièrement à propos à un moment où l'Association médicale du Canada tâche de guider les médecins pour qu'ils puissent relever le défi qui provient de ce que la plupart des partis politiques se sont déclarés en faveur d'un régime d'assurance médicale qui s'appliquera à toutes les personnes ou à la plupart des gens dans le domaine particulier auquel s'intéresse ce parti.

Si cette analyse est juste, il me semble que les médecins manquent peut-être particulièrement d'expérience pour comprendre la contrainte que doivent subir les hommes politiques et aussi la situation dans laquelle ils sont installés pour de bon. Voilà pourquoi j'espère que les associations médicales provinciales et l'Association médicale du Canada continueront à faire tout en leur pouvoir pour maintenir une attitude progressiste. Si, comme elles l'indiquent dans leurs publications, elles estiment que la profession médicale peut relever ce défi et, grâce à des programmes mis en vigueur sous la surveillance de médecins, répondre entièrement aux besoins médicaux auxquels le public veut qu'on satisfasse présentement, alors je crois que nous saurons nous montrer reconnaissants. Toutefois, vu que, à mon avis, cette analyse a quelque valeur et est assez précise, je doute fort que le corps médical puisse faire face à l'orage que provoquera l'annonce d'un tel programme. Je leur demanderais seulement de tâcher de reconnaître que, peu importe qu'ils établissent un programme dont les politiciens seront satisfaits, les Canadiens veulent avoir un régime médical qui soit à la portée de tous les citoyens et qui ait l'appui de l'État, qui soit administré ou dirigé par l'État. A mon avis, tant qu'ils s'efforceront de trouver un moyen de donner en collaboration et en liaison avec le gouvernement, le service attendu, ils pourront demeurer au premier rang de leur profession, tant du point de vue de son exercice que du point de vue administratif. Sans doute, c'est l'aspect administratif qui les attire dans la politique.

Quand je m'inquiète auprès de médecins ou de dentistes de leurs difficultés actuelles